

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1922.

Proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La dissolution des Chambres survenue en 1919 avait rendu cadue un projet de loi sur la répression des outrages publics aux bonnes mœurs que le signataire de ces lignes avait eu l'honneur de déposer, comme Ministre de la Justice, dans la séance de la Chambre des Représentants du 25 avril 1913 et qui avait fait l'objet d'un rapport de l'honorable M. Woeste, au nom de la Section centrale, à la date du 13 juin 1913. Le texte de ce projet, que j'avais repris sous la forme de proposition d'initiative parlementaire le 22 janvier 1920, fut renvoyé à une Section centrale qui, moyennant quelques modifications, l'adopta à l'unanimité, ainsi qu'il résulte du rapport de l'honorable M. Brifaut, à la date du 8 juillet 1921. Malheureusement, la dernière législature, absorbée par des devoirs pressants et notamment par l'achèvement de la revision constitutionnelle, ne put aborder la discussion de cette proposition avant l'arrêté royal du 21 octobre 1921 qui, en ordonnant une nouvelle dissolution, fit disparaître une seconde fois cet important problème du programme de nos travaux.

Tout nous permet d'espérer qu'après ces diverses péripéties, la réforme que nous réclamons va entrer enfin dans la phase de sa réalisation définitive. Ce ne sera point trop tôt, si l'on se rappelle que plusieurs des dispositions dont nous poursuivons l'introduction dans notre législation nationale ne font pas autre chose que de traduire les conclusions d'une conférence internationale réunie à Paris le 18 avril 1910 sur l'invitation du Gouvernement français.

La réforme proposée est double :

1° On sait que l'article 383, § 1^{er} de notre Code pénal réprime uniquement l'exposition, la vente et la distribution des chansons, pamphlets ou autres écrits imprimés ou non, des figures ou des images contraires aux bonnes mœurs. Il n'en prévoit pas la fabrication, la détention, l'importation, le transport, la remise à un agent de transport ou de distribution, ni l'annonce. Pour satisfaire au vœu de la Conférence de Paris, notre texte étend la répression à ces divers actes, chaque

fois qu'ils ont été faits en vue du commerce ou de la distribution. Il assimile, d'autre part, aux chansons, pamphlets, écrits, figures et images, les emblèmes ou objets contraires aux bonnes mœurs.

2° Mais l'innovation principale introduite par notre proposition est celle qui vise les moyens anti-conceptionnels et les provocations à l'avortement. Nous ne nous attarderons pas, — surtout après le rapport vraiment magistral que l'honorable M. Woeste a consacré à cette question — à souligner ici une fois de plus la mission qui s'impose à la société de réagir contre des procédés et contre une propagande néfastes qui ne visent à rien moins qu'à tarir les sources mêmes de la vie. Nous ne reproduirons pas non plus les conclusions significatives de la Fédération belge des Unions professionnelles de pharmaciens qui, à maintes reprises, a conjuré le Parlement de mettre un terme à des abus scandaleux qui sévissent de plus en plus et qui atteignent non seulement cet ensemble de règles morales et juridiques que le Code pénal appelle justement « l'ordre des familles », mais aussi la santé et l'hygiène publiques. Nous croyons même superflu d'invoquer encore, à titre d'arguments, l'exemple des législations étrangères, et notamment de la loi française du 31 juillet 1920. Les convictions sont faites. Le mal est flagrant. Le remède s'impose.

Tout au plus, convient-il de rencontrer deux objections que la réforme proposée a fait naître dans quelques esprits.

La première vise l'interdiction d'exposer ou de distribuer des objets (le mot objets étant pris dans son sens le plus général) destinés à empêcher la conception ou de faire de la publicité pour favoriser la vente de ces objets.

N'y a-t-il pas lieu, a-t-on dit, de prévoir le cas où de tels objets feraient l'objet d'une prescription médicale, nullement inspirée par un caprice ou un dessein d'immoralité, mais qui serait scientifiquement démontrée nécessaire ou utile?

Cette objection, nous le reconnaissons volontiers, apparaissait sérieuse au regard du texte primitif de notre projet qui, — en faisant large confiance à la prudence des tribunaux, — réprimait non seulement l'exposition et la distribution de ces objets, ainsi que la publicité faite en leur faveur, mais aussi leur fabrication, leur transport, leur vente. Elle perd toute pertinence en présence de la rédaction nouvelle et plus étroite adoptée par la Section centrale de 1921, et à laquelle nous nous rallions volontiers par esprit de transaction.

La seconde de ces objections vise la propagande anticonceptionnelle. N'est-il pas à craindre, a-t-on dit, que les dispositions complémentaires de l'article 383 actuel ne puissent inquiéter ceux que guiderait un intérêt d'ordre exclusivement scientifique?

Nous avons déjà répondu à cette objection que notre texte ne menace pas plus les écrits et les discours purement scientifiques que l'article 383 ne les atteint aujourd'hui. C'est de droit commun. Une disposition spéciale qui consacrerait de ce chef une exception dans le projet serait superflue. Elle présenterait même un inconvénient grave; on serait tenté d'en déduire, soit que le terrain d'application de la loi nouvelle est plus restreint encore que celui de l'article 383 actuel, soit que le législateur entend ne plus excepter de l'application de cet article les discours et écrits scientifiques. Le législateur de 1905,

à qui la question n'avait pas échappé, s'est bien gardé d'insérer dans la loi du 29 janvier 1905 une disposition qui eût paru déroger, à cet égard, à des principes constants et d'ordre général.

Il appartiendra aux tribunaux d'apprécier, dans chaque espèce, comme ils le font déjà, si l'écrit ou le discours qui leur est déféré est ou non purement scientifique. Il importe d'autant plus de leur laisser toute liberté d'appréciation que la propagande anticonceptionnelle s'efforce fréquemment d'emprunter des allures scientifiques.

Reprenant ce commentaire, l'honorable M. Woeste, dans son rapport de 1913, ajoutait judicieusement : « La pensée de la loi servira suffisamment de guide; ce qu'il faut arrêter, c'est toute entreprise d'immoralité se poursuivant dans les termes du projet; là où l'on découvrira le dessein d'entraver la natalité, de servir les passions, de donner des satisfactions à la lubricité au détriment de la propagation de l'espèce humaine, il y aura lieu à répression. Sans doute il demeurera utile, par exemple, que les médecins soient à même de pouvoir discerner, dans le cas où leur compétence serait invoquée, s'il y a eu avortement ou accident. Mais autre chose est de leur fournir ce fil conducteur, autre chose de permettre d'enseigner ou de recommander des méthodes d'avortement. »

Notre proposition réprime aussi les avis, annonces, prospectus ou correspondances publiques qui facilitent ou favorisent la prostitution ou la débauche. Cette publicité prend, dans quelques organes de la presse, une importance croissante : c'est un scandale qui doit finir.

L'article 2 de la proposition remplace l'article 384 du Code pénal par une disposition en harmonie avec l'article 383 modifié.

Lorsqu'ils ont été commis par un Belge hors du territoire du royaume, les délits prévus par les articles 383 et 384 du Code pénal ne peuvent être poursuivis en Belgique en vertu des articles 7 et 8 de la loi du 17 avril 1878, que si l'offensé lui-même est Belge. Il importe, croyons-nous, qu'ils puissent l'être désormais en tout autre cas dans les mêmes conditions que les délits prévus par la loi d'extradition, c'est-à-dire sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille, ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où l'infraction a été commise. Ainsi nous donnerons effet à l'article 2 de la Convention élaborée par la Conférence de Paris : c'est l'objet de l'article 3 de notre texte.

Encouragé par l'accueil favorable que les Sections centrales de 1913 et de 1921 avaient réservé à notre initiative, nous osons espérer que le Parlement, toujours attentif aux devoirs de tout genre que lui impose le relèvement de notre pays si cruellement éprouvé par la grande tourmente, consentira à réaliser, au cours de sa session actuelle, une réforme à laquelle la dignité et l'avenir de la race sont directement intéressés.

C'est encore contribuer efficacement à la restauration nationale que de défendre notre capital humain, c'est-à-dire nos ressources en énergies et en intelligences, contre des erreurs et des fautes inspirées par l'esprit de désordre et exploitées par des spéculateurs sans scrupule. C'est encore aider à faire revivre notre pays que d'arrêter les progrès de ce que l'illustre Roosevelt appelait justement une « loi de suicide ».

H. CARTON DE WIART.

ANNEXE AU N° 48.

BIJLAGE VAN N° 48.

Proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle.

Wetsvoorstel tot wijziging der artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek en tot beteugeling der aanzetting tot vruchtafdrrijving en der propagande tot het voorkomen van zwangerschap.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

« Sera puni des mêmes peines :

» Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes mœurs ;

» Hij die liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goede zeden strijdig zijn, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt om te worden verkocht of verspreid ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets contraires aux bonnes mœurs, les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, transportés ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncés par un moyen quelconque de publicité ;

» Hij die afbeeldingen of voorwerpen, die met de goede zeden strijdig zijn, uitstalt, verkoopt of verspreidt, ze voor den handel of tot verspreiding vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

» Quiconque aura exposé ou distribué des objets destinés à empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente ;

» Hij die voorwerpen, bestemd om zwangerschap te voorkomen, uitstalt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou

» Hij die gedrukte of niet gedrukte

distribué des écrits imprimés ou non, qui divulgent des moyens quelconques, soit de faire avorter une femme, soit d'empêcher la conception, en préconisent l'emploi ou fournissent des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir, ou aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité semblables écrits ;

» Quiconque, par des discours, lectures ou récitations faits dans des lieux ou réunions publics visés au paragraphe 2 de l'article 444, aura divulgué ces moyens, en aura préconisé l'emploi ou aura fourni des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir ;

» Quiconque, par des avis, annonces, prospectus ou correspondances publiques, aura facilité ou favorisé la prostitution ou la débauche. »

ART. 2.

L'article 384 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas prévu par l'article précédent, l'auteur de l'écrit, de la figure, de l'image ou de l'objet sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs. »

ART. 3.

Tout Belge qui, hors le cas prévu à l'article 7 de la loi du 17 avril 1878, aura commis hors du territoire du royaume un des délits prévus par les

geschriften uitstalt, verkoopt of verspreidt, waarin eenig middel hetzij tot verstoring, hetzij tot voorkoming van zwangerschap wordt bekendgemaakt, hetgebruik daarvan wordtaangeprezen of inlichtingen worden verstrekt omtrent de wijze, waarop het wordt verkregen of gebruikt, ofwel, voor den handel of tot verspreiding, zoodanige geschriften vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verpreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

» Hij die door redevoeringen, voordrachten of voordrachten, gehouden in openbare plaatsen of vergaderingen bij het tweede lid van artikel 444 bedoeld, deze middelen bekendmaakt, hun gebruik aanprijst of inlichtingen verstrekt omtrent de wijze waarop zij worden verkregen of gebruikt ;

» Hij die door berichten, aankondigingen, prospectussen of openbare briefwisseling, prostitutie of ontucht bevordert of begunstigt. »

ART. 2.

Artikel 384 van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het bij voorgaand artikel voorziene geval, wordt de vervaardiger van het schrift, het beeld, de prent of het voorwerp gestraft met gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en geldboete van vijftig frank tot duizend frank. »

ART. 3.

De Belg die, behalve het bij artikel 7 der wet van 17 April 1878 voorziene geval, een der bij de artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek voorziene

articles 383 et 384 du Code pénal pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille, ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où le délit a été commis.

misdrijven buiten het grondgebied van het Rijk pleegt, kan, indien hij in België wordt ontdekt, aldaar vervolgd worden op de aanklacht van den beledigden vreemdeling of van dezes familie, ofwel op eene officieele mededeeling, aan de Belgische overheid gedaan door de overheid van het land, waar het misdrijf werd gepleegd.

H. CARTON DE WIART.

CH. WOESTE.

A. MECHELYNCK.

AMÉDÉE VISART.

D^r ROMBAUTS.

LÉON MABILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging der artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek en tot beteugeling der aanzetting tot vruchtafdrijving en der propaganda tot het voorkomen van zwangerschap.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De ontbinding der Kamers in 1919 bracht het vervallen mede van een wetsontwerp tot beteugeling van de openbare aanranding der zeden, dat de ondertekenaar dezès de eer had, als Minister van Justitie, in te dienen ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, den 25^e April 1913, en waarover de heer Woeste, namens de Middenafdeeling, verslag uitbracht op 13 Juni 1913. De tekst van dit ontwerp, welken ik, gebruik makende van mijn recht van voordracht, als wetsvoorstel heb hernomen, op 22 Januari 1920, werd verwezen naar eene Middenafdeeling, die hem, mits enkele wijzigingen, eenparig aannam, zooals blijkt uit het verslag van den heer Brifaut, dd. 8 Juli 1921. Ongelukkiglijk hadden de Kamers, in het jongste zittingsjaar, dringend werk te verrichten; zij moesten inzonderheid de Grondwetsherziening voltrekken, zoodat zij de behandeling van dit voorstel niet konden aanvangen vóór het Koninklijk besluit van 21 October 1921, dat opnieuw de Kamers ontbond en eene tweede maal dit belangrijk vraagpunt van den rooster onzer werkzaamheden afvoerde.

Wij mogen thans hopen dat, na al deze wisselvalligheden, de door ons voorgestane hervorming eindelijk hare oplossing nabij is. Te vroeg zal dit niet geschieden, indien men zich herinnert dat verscheidene der bepalingen, welke wij trachten te doen opnemen in onze wetgeving, slechts de toepassing zijn van de besluiten eener Internationale Conferentie, welke op 18 April 1910, door toedoen van de Fransche Regeering te Parijs, vergaderde.

De voorgestelde hervorming is van tweeërlei aard :

1^o Men weet dat bij artikel 383, § 1, van ons Strafwetboek alleen wordt gestraft het uitstellen, het verkoopen en het verspreiden van liederen, schot-

schriften of andere al dan niet gedrukte geschriften, beelden of prenten die met de goede zeden strijdig zijn. Daarbij wordt niet voorzien het vervaardigen, het in voorraad hebben, het invoeren, het vervoeren, het overhandigen aan een vervoer- of verspreidingsagent, noch het bekendmaken daarvan. Om aan den wensch der Conferentie van Parijs te voldoen, worden ook deze verscheidene handelingen bij ons voorstel strafbaar gesteld, telkens als deze geschieden met het oog op handel of verspreiding. Tevens worden afbeeldingen of voorwerpen, die strijdig zijn met de goede zeden, gelijkgesteld met de liederen, schotschriften, geschriften, beelden en prenten.

2° Doch de voornaamste nieuwigheid, welke ons voorstel invoert, is deze welke betrekking heeft op de middelen tot het voorkomen van zwangerschap en op de aanzetting tot vruchtafdrijving. Wij achten het onnoodig — vooral na het waarlijk meesterlijk verslag dat de heer Woeste aan dit vraagpunt heeft gewijd — hier nogmaals te wijzen op de taak welke aan de maatschappij is opgelegd in te grijpen tegen de praktijken en tegen eene verderfelijke propaganda, waarbij niets minders wordt beoogd dan de levensbronnen zelf te stremmen. Evenmin zullen wij de beteekenisvolle besluiten herhalen, genomen door den Bond der Vakverenigingen van Apothekers, die herhaaldelijk bij het Parlement aangedrongen heeft opdat er een eind zou gesteld worden aan schandige misbruiken, die steeds meer worden gepleegd en waardoor worden aangetast niet alleen dit samenstel van zedelijke en juridische regelen, welke door het Strafwetboek zeer juist « de orde van maagschap » wordt genoemd, maar tevens ook de volksgezondheid en de volkshygiëne. Wij achten het zelfs overbodig, tot nadere staving, nog het voorbeeld in te roepen van de buitenlandsche wetgevingen en namelijk van de Fransche wet, dd. 31 Juli 1920. Elkeen heeft zijne overtuiging daarover. Het kwaad is klaarblijkend. Het redmiddel dringt zich op.

Alleszins dient men te antwoorden op twee opwerpen, welke de voorgestelde hervorming bij enkele lieden heeft doen ontstaan.

De eerste betreft het verbod voorwerpen uit te stallen of te verspreiden (het woord « voorwerpen » genomen zijnde in zijn meest algemeene beteekenis), tot voorkoming der zwangerschap, ofwel reclame te maken om den verkoop dezer voorwerpen te bevorderen.

Is het niet noodig, zoo zegde men, het geval te voorzien, dat dergelijke voorwerpen door een geneesheer zouden voorgeschreven worden, niet uit grilligheid of met een zedeloos doel, maar omdat hunne noodzakelijkheid of hun nut wetenschappelijk zijn bewezen?

Wij geven volgaarne toe, dat deze opwerping ernstig bleek te zijn te aanzien van den oorspronkelijken tekst van ons ontwerp dat, — zeer veel vertrouwen stellende in de onzichtigheid der rechtbanken, niet alleen de uitstalling en de verspreiding deze voorwerpen, alsmede de openbaarmaking te kunnen voordeele beteugelde, maar ook hunne vervaardiging, hun vervoer, hun verkoop. Zij verliest elk gewicht ten gevolge van den nieuwen en engeren tekst, welken door de Middenafdeeling van 1921 werd aangenomen en waarbij wij ons, in een geest van vergelijk, volgaarne hebben vereenigd.

De tweede tegenwerping bedoelt de propaganda tot voorkoming van zwan-

gerschap. Men heeft zich afgevraagd of de aanvullende bepalingen van het bestaande artikel 383 geen bezwaar zouden opleveren voor hen, die zich enkel door wetenschappelijke doeleinden laten geleiden?

Daarop hebben wij reeds geantwoord dat de zuiver wetenschappelijke geschriften en redevoeringen door onzen tekst evenmin worden bedreigd als zij thans getroffen worden door artikel 383. Dat is het gemeene recht. Eene bijzondere bepaling, welke om die reden een uitzondering huldigen zou, ware overbodig. Zelfs zou zij erg bezwaarlijk zijn; men zou geneigd zijn daaruit af te leiden, ofwel dat de nieuwe wet van toepassing is over een nog meer beperkt gebied dan het bestaande artikel 383, ofwel dat des wetgevers bedoeling is, bij de toepassing van dit artikel geene uitzondering meer te maken voor de wetenschappelijke redevoeringen en geschriften. De wetgever van 1905, wien deze zijde van het vraagstuk niet was ontsnapt, heeft wel nagelaten in de wet van 29 Januari 1905 eene bepaling op te nemen welke den schijn zou hebben gehad hieromtrent af te wijken van vaste beginselen en van algemeene orde.

De rechtbanken zullen zooals zij het nu reeds doen, in elk geval moeten nagaan of het hun voorgelegde geschrift of de hun voorgelegde redevoering al dan niet zuiver wetenschappelijk is. De volle vrijheid van beoordeeling dient hun des te meer te worden overgelaten, daar de propagande tot voorkoming van zwangerschap zeer vaak tracht wetenschappelijke vormen aan te nemen.

In zijn verslag van 1913 voegde terecht de heer Woeste aan dit commentaar de volgende woorden toe : « De grondgedachte van de wet zal volstaan als leidraad; wat men dient te stremmen, is elke inbreuk op de zedelijkheid, vallende onder de bewoordingen van het ontwerp; waar het inzicht blijkt om geboorten te verhinderen, om de driften aan te wakkeren, om lucht te geven aan geilheid ten nadeele van de voortplanting van het menschelijk geslacht, zal er reden tot beteugeling bestaan. Ongetwijfeld blijft het nuttig, bij voorbeeld, dat geneesheeren in staat worden gesteld, in gevallen waarin beroep wordt gedaan op hunne bevoegdheid, te kunnen nagaan of er vruchtdrijving dan wel ongeval bestaat. Doch hun dezen leidraad bezorgen is gansch iets anders dan te veroorloven, dat middelen om vruchtdrijving te bewerken worden onderwezen of aanbevolen. »

Ons voorstel beteugelt insgelijks de berichten, aankondigingen, prospectussen of openbare bekendmakingen, waardoor de ontucht of de losbandigheid worden in de hand gewerkt. Deze bekendmaking krijgt in sommige bladen eene immer stijgende uitbreiding : aan dit schandaal moet een einde worden gesteld.

Artikel 2 van het voorstel vervangt artikel 384 van het Strafwetboek door eene bepaling die in overeenstemming is met het gewijzigd artikel 383.

In zake wanbedrijven, voorzien bij de artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek, kan, wanneer zij werden gepleegd door een Belg buiten 's Rijks grondgebied, in België geene vervolging worden ingesteld krachtens de artikelen 7 en 8 der wet van 17 April 1878, tenzij de beledigde zelf Belg is. Wij meenen dat voortaan deze wanbedrijven dienen te kunnen vervolgd worden in elk ander geval onder dezelfde omstandigheden als de wanbedrijven voorzien door de uitleveringswet, m. a. w. op de aanklacht van den beledigden vreemdeling of

van dezes familie, of op eene officieele mededeeling, door de overheid van het land, waar het misdrijf werd gepleegd, aan de Belgische overheid gedaan. Op deze wijze geven wij werkende kracht aan artikel 2 van de overeenkomst, door de Conferentie van Parijs opgemaakt; dat is het doel van artikel 3 van onzen tekst.

Aangemoedigd door het gunstig onthaal vanwege de Middenafdeelingen van 1913 en 1921, durven wij hopen dat het Parlement, dat steeds het oog heeft op de plichten van allen aard hem opgelegd door het herstellen van ons, door de diepe beroering zoo fel geteisterd land, erin toestemmen zal, in dezen zittingstijd eene hervorming tot stand te brengen, waarmede de waardigheid en de toekomst van het ras in rechtstreeksch verband kome te staan.

Men draagt ook doelmatig bij tot 's Lands herstel, wanneer men ons menschenkapitaal, namelijk onze lichamelijke en verstandelijke vermogens, verdedigt tegen de dwalingen en de vergrijpen, welke door den geest van wanorde ingegeven en door gewetenlooze speculanten uitgebuit worden. Men draagt er nog toe bij ons land heroptebeuren met de vorderingen tegen te houden van wat de beroemde Roosevelt terecht eene « wet van zelfmoord » noemde.

H. CARTON DE WIART.
